

Un Proche-Orient à remodeler ?

Hypothèses et cartes

Michael F. Davie

L'opération militaire US contre l'Irak en avril 2003 nous incite à quelques interprétations quant aux ambitions géopolitiques de cette superpuissance dans la région. Une prospective qui repose, en partie, sur des déclarations officielles quant à la volonté de changer le Proche-Orient, soit en « introduisant la démocratie dans la région afin qu'elle puisse faire tache d'huile », soit en proposant – ou en imposant de nouvelles formes de pouvoir étatique. Il faut donc comprendre que les constructions étatiques actuelles de la région (républiques, royaumes ou « autorités »), ne satisfont plus les exigences militaires ou économiques des États-Unis qui voient en elles des obstacles à leur volonté de contrôle total de l'espace et des hommes. À observer la tournure des événements et les interprétations historiques américaines (le « clash des civilisations »), un remodelage du Proche-Orient s'appuierait sur les spécificités lourdes de la société, les identités ethniques ou religieuses, les frontières des nouvelles entités politiques épousant les contours de l'extension spatiale de ces groupes.

Les États actuels

Les États actuels du Proche-Orient et leur enveloppe extérieure, les frontières, sont issus de trois logiques séparées dans le temps. Ils résultent d'abord de la confrontation entre les puissances impériales régionales : l'Empire ottoman, la Perse et la Russie avaient déjà tracé les frontières qui ont survécu jusque de nos jours entre l'Irak et l'Iran, ou entre la Turquie et l'ex-URSS. L'empire

britannique imposa ensuite la frontière entre l'Égypte et l'Empire ottoman, celle-ci marquant aujourd'hui la limite entre l'Égypte et Israël ou l'Autorité palestinienne à Gaza. Enfin, tous les États arabes de la région sont des créations de la France et de la Grande-Bretagne, les puissances mandataires de l'entre-deux-guerres mondiales.

Ces frontières sont l'expression spatiale des enjeux stratégiques des puissances à un moment précis de leur histoire. La Palestine, par exemple, a été un compromis entre les exigences arabes et sionistes, les impératifs de communication pour des Britanniques soucieux de contrôler les ports du littoral levantin et les routes vers le Golfe persique, la prise en compte des ressources hydrauliques nécessaires au développement local et enfin la force symbolique des Lieux saints. Le Liban, autre invention des années 1920, traduisait la volonté de faire émerger un État structuré par une partie de la population chrétienne (les Maronites) et qui privilégierait des liens étroits avec la France au nom d'une histoire partagée ; c'était également le port d'entrée vers les espaces agricoles du *Bilâd al-Cham*, soit le pays pays qui avait pour centre Damas et les marchés que constituaient les grandes villes comme Damas, Beyrouth et Alep. Quant à l'Irak, il fut imaginé pour contrôler à la fois les ressources en hydrocarbures du Kurdistan, le port de Basra sur le Golfe et la Mésopotamie avec ses ressources agricoles et ses voies de navigation fluviale.

Dans la plupart des cas de figure, ce découpage de l'ancien espace ottoman reposait sur des logiques religieuses ou ethniques et suivait la philosophie wilsonienne : à chaque peuple son territoire. Restait à identifier ces « peuples » et à leur accorder le territoire en question. Mais il fallait également tenir compte des intérêts stratégiques des puissances européennes : Arméniens, Chaldéens, Arabes de l'émir Fayçal, Kurdes et plus tard les Arabes palestiniens, pour ne nommer que les plus importants, ont fait les frais des promesses reniées.

Un possible redécoupage du Proche-Orient par les États-Unis va-t-il privilégier le prisme ethnoreligieux ? Deux hypothèses, pour aller vite, sont pensables.

Des États remodelés de l'intérieur

Les frontières du Proche-Orient pourraient rester largement intactes, le remodelage s'opérant à l'intérieur de ceux des États qui ont préservé des pans de l'idéologie socialiste panarabe : la Syrie et l'Irak, ou encore de ceux qui seraient devenus trop « islamistes », comme le Soudan et l'Arabie saoudite. Appartenant à « l'Axe du mal » (Irak, Syrie, Soudan), sinon impliqués dans les actions des réseaux « terroristes » ou « islamistes » (Arabie Saoudite, Soudan, Palestine, Syrie, Liban), ils devraient être neutralisés d'urgence. L'Irak occupé, puis administré directement par un gouverneur US durant quelques années,

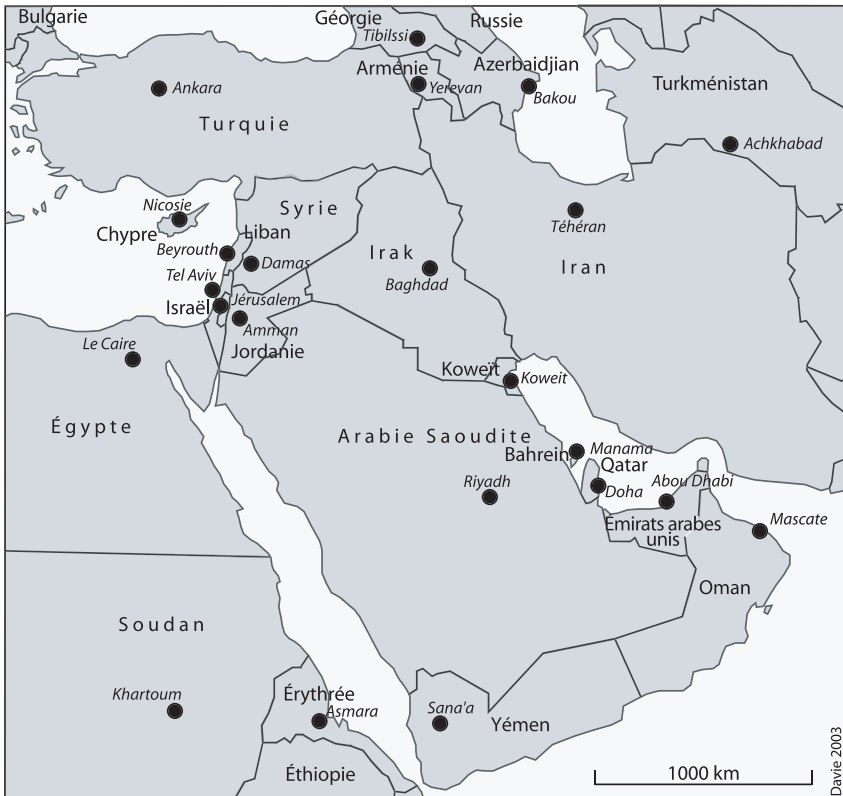


Figure 1 : Les États actuels du Proche-Orient

pourrait se voir proposer une fédération entre ses trois composantes ethniques et religieuses : kurde, chi'ite, sunnite. Resteront à trouver des leaders crédibles pour chaque composante. On peut craindre que la guerre civile, dont on observe déjà les prémices, n'aboutisse à un nettoyage ethnique des zones mixtes ou stratégiques, comme les grandes villes et le piémont du Kurdistan, « facilitant » ainsi la délimitation des cantons de la nouvelle fédération. On peut alors supposer que l'administration US locale confirmera le pouvoir des groupes vainqueurs, fussent-ils « intégristes » ou ba'assistes, et ce au nom d'un certain pragmatisme.

Quant à la Syrie, il serait tentant de localiser un homme fort mais moins nationaliste et intransigeant que Bachar al-Assad quant la défense des intérêts de son pays. Tous les changements pourraient s'y effectuer dans le cadre des

frontières actuelles : ouverture plus rapide de l'économie syrienne au libéralisme couplée à une renonciation au plateau du Golan annexé par Israël ; signature d'un traité de paix avantageant économiquement et militairement les Israéliens associés pour leur part au départ des Syriens du Liban et au désarmement de ce pays ; démantèlement du ba'assisme et instauration d'un régime entièrement soumis. Le Liban lui-même pourrait connaître des bouleversements internes : redéfinition en profondeur du partage du pouvoir entre les différentes confessions, les chi'ites largement majoritaires aspirant à une fonction centrale, avec cependant la neutralisation du Hizbollah et l'éradication des groupes « islamistes ». Une redéfinition qui pourrait s'opérer, comme en Syrie, par l'action d'un homme fort et d'une armée aux responsabilités à nouveau fixées.

Dans ce nouveau contexte géopolitique pourrait naître la Palestine. Il s'agira d'un confetti de micro-espaces. Des arrangements complexes permettant de constituer un semblant d'État démilitarisé et mité en profondeur par des colonies de peuplement juives directement rattachées à Israël. Le retour des réfugiés de 1948, de 1967 et des déportés plus récents sera sans doute exclu, sinon limité à un nombre symbolique ; ceux-ci devant être naturalisés dans leur pays d'installation, avec des facilités d'émigration vers le Canada, l'Australie ou les États-Unis. Au plan interne, le pouvoir ne pourra s'exercer qu'à travers un régime répressif, garant, pour Israël, d'une « pacification » des Palestiniens. Autrement dit, Israël est maintenu dans sa morphologie territoriale actuelle, la nouvelle Palestine (Cisjordanie et Gaza) se réduisant à des espaces discontinus issus des Accords d'Oslo, sans véritable métropole pour les structurer avec la reconnaissance de Jérusalem comme la capitale d'Israël.

L'Arabie saoudite, un royaume ambigu et contesté de l'intérieur par une partie de sa population, pourrait se voir imposer de nouveaux dirigeants, moins ancrés dans les logiques de pouvoir de la famille royale, plus sensibles aux exigences de la mondialisation économique et culturelle et surtout moins attachés au wahhabisme, ce courant du sunnisme que l'efficacité des réseaux islamiques de solidarité et d'entraide mis en place au plan international rend suspect aux Américains. La neutralisation de ces réseaux par des Saoudiens « modérés » agréés par Washington, soit la fin, du point de vue us, de l'intégrisme et du « terrorisme islamique », permettrait à la fois de mieux contrôler les ressources du pays et de renforcer la présence américaine, militaire et politique. Bien entendu, comme pour la Syrie ou la Palestine, une démocratie de façade sera assise. Un modèle qui pourrait s'appliquer au Soudan.



Figure 2 : Les États du Proche-Orient remodelés de l'intérieur

Des États à inventer

Mais sans doute faudrait-il explorer une autre hypothèse. Invasion unilatérale de l'Irak, effectuée sans aval des Nations unies ; jurisprudence désormais du non-respect des Conventions de Genève après l'Afghanistan ; interprétation particulière des lois internationales ; non-signature par les États-Unis de divers accords internationaux sur les crimes de guerre ; tout cela donne à penser que le monde a basculé dans d'autres logiques. La nouvelle doctrine stratégique présentée en 2002 énonce clairement la vision américaine des années à venir.

Washington en prendra en compte que ses intérêts et se déterminera unilatéralement en matière d'auto-défense préventive. Il n'est donc pas inconcevable que les Américains décident de redessiner la carte du Proche-Orient dans le cadre d'une « action préventive » pour afin de garantir leur hégémonie dans la région.

Quels avantages les États-Unis pourraient-ils tirer d'un semblable remodelage ? Le paradigme « réaliste » des relations internationales, adopté par eux, stipule qu'ils doivent défendre par tous les moyens, partout et en toute période des intérêts nationaux qu'ils sont seuls à définir. Ils pourraient alors chercher à préserver et à développer leur puissance en se défaisant de tout adversaire présent ou à venir, en garantissant leur approvisionnement en énergie et en matières premières, en s'assurant le monopole du fonctionnement de l'économie mondiale et des idéologies politiques. Certaines frontières du Proche-Orient qui traduisent des compromis d'un autre âge ne répondraient plus aux exigences de cette nouvelle vision de l'ordre mondial. Le monopole total de la violence politique et militaire détenu par les États-Unis leur permet de remodeler la région en espaces complaisants, géopolitiquement « utiles » et débarrassés des scories historiques qui les empêchaient de fonctionner. Ainsi, environ cent ans après le remodelage à la fin de la Première Guerre mondiale, le Proche-Orient pourrait faire à nouveau l'objet d'un découpage. La nouvelle carte des espaces nationaux découlerait à la fois de guerres civiles annoncées, de nettoyages ethniques à venir, d'alliances opportunistes avec des forces existant *de facto* comme les ethnies qui s'imposeraient et de la *realpolitik* géostratégique.

Par exemple l'Irak, secoué par des conflits internes entre chi'ites, sunnites et Kurdes, pourrait faire place à trois États distincts et antagonistes. Si la remise en question des frontières nationales du début du xx^e siècle est à l'ordre du jour, un « Kurdistan historique » pourrait émerger sur la partie orientale d'une Turquie démembrée, au nord de l'Irak et de la Syrie. La précipitation des *pechmergas* à occuper les puits de pétrole de Kirkouk en avril 2003 et la réaction de la Turquie deviennent du même coup compréhensibles.

Les arabes chi'ites, majoritaires au sud du pays, pourraient alors constituer leur État, encadré par des imams locaux populaires et avec lesquels l'administration us composerait par pragmatisme. Mais leur espace s'étend bien plus loin au sud, le littoral oriental de la péninsule arabique étant fortement peuplé par eux. Exception faite du Koweït, base des Américains au fond du golfe Arabo-Persique, la région de Dhahran, avec ses installations pétrolières, pourrait se rattacher au nouvel ensemble. À l'ouest, le long de la mer Rouge, le Hijaz avec ses villes saintes (Médine, La Mecque) et ses ports – en fait le cœur économique de l'Arabie si on fait abstraction des puits de pétrole – pourrait retrouver son cadre du pré-wahhabisme. Cependant, le sud du Hijaz (annexé à l'Arabie en 1934) pourrait se rattacher de nouveau au Yémen, plus proche aux plans cultu-

rel et ethnique. Par contre, le nord du Hijaz pourrait s'étendre vers la région de Ma'an en Jordanie actuelle. Une région qui n'a été intégrée au royaume transjordanien par la puissance mandataire britannique durant les années 1920 que pour garantir l'ouverture sur le golfe d'Aqaba et donc vers l'Inde et l'Égypte. Les insurrections récurrentes dans la région semblent à la fois confirmer sa marginalisation par Amman et le souhait de sa population de refaire partie de son cœur historique.

Quant à la Syrie, amputée d'une partie de la Jazira au nord, désormais kurde, elle pourrait aussi devoir abandonner son littoral qui constituerait à son tour un État 'alaouite à la suite de violences internes. Bien que cela ne soit pas actuellement une revendication de cette population, une logique de partage du Proche-Orient en entités confessionnelles pourrait entraîner la prise en compte de cette identité. Lattaquié, la principale ville, est un port important, et les ressources hydrauliques et agricoles de la région pourraient justifier une séparation viable du reste de la Syrie, sunnite. Un peu plus au nord, la région d'Antioche, aujourd'hui turque, et en partie 'alaouite, pourrait être rattachée à ce nouvel État. Avec le plateau du Golan/Joulân définitivement annexé par Israël, la Syrie se réduirait à un couloir urbain entre Dera'a au sud et Alep au nord. Cependant, avec l'espace sunnite irakien, centré sur Baghdad, le *Bilâd al-Cham* central, historique et bipolaire, pourrait en partie être voir le jour. Le Liban serait lui aussi susceptible de recomposition. Mais avec les chrétiens maronites pour bénéficiaires, puisque dotés d'un micro-espace montagneux entre Beyrouth et Tripoli, alors que les autres communautés chrétiennes (grecs-orthodoxes, grecs-catholiques, etc.) n'auraient pas d'espace spécifique. Notons que semblable séparation avait été tentée à plusieurs reprises durant la guerre civile (1975-1990), Israël appuyant directement cette options. Sans compter que les sommets montagneux de ce micro-État (le Sannine, le Qornet el-Saouda) sont des lieux stratégiques pour la construction de stations de radar et de surveillance électronique, à l'instar du Troodos à Chypre. Le reste du Liban serait probablement contrôlé par la composante chi'ite majoritaire ; un espace enclavé entre la Syrie sunnite et l'État hébreu. Une annexion pure et simple du Liban par la Syrie sunnite semble exclue.

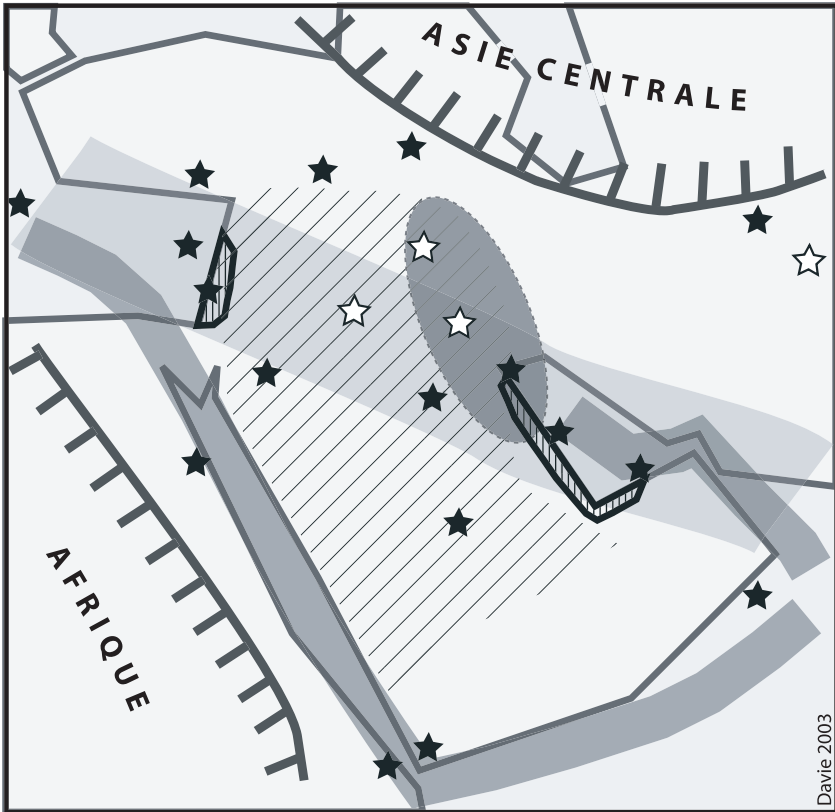
Plus au Sud, la Palestine pourrait se lover entre le *Bilâd al-Cham*, le Hijaz et Israël. C'est dans cet espace que les Palestiniens de 1948, mais aussi tous les Palestiniens des territoires occupés par Israël en 1967, seraient installés par nettoyage ethnique (le « transfert » dans la terminologie israélienne) fondé sur une lecture fondamentaliste de la Bible par les sionistes likoudiens comme les juifs et les évangélistes US intégristes. Israël deviendrait alors terre sans Arabes, sans musulmans et sans chrétiens, véritable foyer exclusivement juif et accessoirement toujours un entrepôt stratégique pour les forces armées us. Une










Figure 3 : Les nouveaux États du Proche-Orient

option qui postule bien entendu la fin du royaume hachémite depuis les années 1950 majoritairement peuplé de réfugiés palestiniens.

Un remodelage de Proche-Orient qui n'implique pas nécessairement la disparition de *tous* les États actuellement existants. Koweït, Qatar, Bahrein et sultanat d'Oman peuvent très bien survivre dans leurs frontières actuelles ; y sont par ailleurs aménagées d'importantes bases militaires US ; et ce sont des États – par exemple les Émirats arabes unis – qui ont su inventer un *modus vivendi* parfaitement en accord avec les logiques de la mondialisation libérale.



Davie 2003

-  Voies de navigation internationale stratégiques
-  Couloirs aériens majeurs Europe-Asie
-  Gisements d'hydrocarbures
-  Bases et entrepôts militaires US
-  Présence militaire US récente (2002-2003)
-  Espaces à remodeler
-  Espaces de la globalisation

Un modèle géostratégique

Ces hypothèses – dont aucune manifestation concrète n’est actuellement décelable sur le terrain – peuvent surprendre. Elles reposent sur le paradigme « réaliste » d’une puissance hégémonique dans un monde unipolaire. Pour cette puissance, le contrôle des voies de communication « classiques » (air, terre, mer) est vital : il s’ensuit que la mer Rouge, le golfe Arabo-Persique, le canal de Suez, le Bosphore, mais aussi l’espace aérien entre Méditerranée et Océan indien, doivent être entièrement maîtrisés. C’est donc un couloir géostratégique situé entre l’Asie (Russie sibérienne, Chine occidentale) et l’Afrique qu’il faut impérativement dominer.

Parallèlement, les ressources énergétiques de la Mésopotamie et de l’est de la péninsule arabique doivent être contrôlées par des agents US. En effet, ce pétrole de la région alimente l’Europe, le concurrent économique et politique direct des États-Unis ; il alimentera également la Chine, superpuissance en phase de croissance accélérée, sur les deux décennies à venir.

Enfin, les deux pôles régionaux de la mondialisation économique, soit le littoral levantin (Beyrouth et la métropole telavivienne) et les villes du Golfe devront être solidement ancrés dans la sphère US. Des pôles qui seront autant de marchepieds vers le *Bilâd al-Cham*, la Mésopotamie et l’Arabie centrale.